

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 87 — 2413

10 DÉCEMBRE 1987. — Arrêté royal accordant une dérogation en vue du dépassement du cadre organique du personnel civil du Ministère de la Défense nationale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, notamment l'article 51, modifié par la loi du 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982, et par l'arrêté royal n° 103 du 20 octobre 1982;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1983 relatif à l'emploi et au chômage;

Vu l'arrêté royal du 18 mai 1981 portant fixation du cadre du personnel administratif et du personnel de maîtrise, de métier et de service du Ministère de la Défense nationale, tel qu'il a été modifié par des arrêtés ultérieurs;

Considérant que le Conseil des Ministres a décidé de mettre du personnel militaire à la disposition de la Gendarmerie;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Ministre de la Défense nationale est autorisé à dépasser son cadre organique du personnel civil, à concurrence de deux cents unités des niveaux 2, 3 ou 4, en recourant à l'emploi de chômeurs mis au travail.

Art. 2. Seront affectés à ces emplois, des chômeurs complets indemnisés.

Art. 3. L'article premier du présent arrêté produit ses effets du 1^{er} janvier 1988 au 31 décembre 1988.

Art. 4. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
F.-X. de DONNEA

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 87 — 2413

10 DECEMBER 1987. — Koninklijk besluit houdende toekening van een afwijking tot overschrijding van de burgerlijke personeelsformatie van het Ministerie van Landsverdediging

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, inzonderheid op artikel 51, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981, het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 en het koninklijk besluit nr. 103 van 20 oktober 1982;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1983 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 mei 1981 tot vaststelling van de personeelsformatie van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstponeel van het Ministerie van Landsverdediging, zoals het bij latere besluiten werd gewijzigd;

Overwegende dat de Ministerraad beslist heeft militair personeel ter beschikking van de Rijkswacht te stellen;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Minister van Landsverdediging wordt gemachtigd zijn burgerlijke personeelsformatie te overschrijden met tweehonderd eenheden van de niveaus 2, 3 of 4, door een beroep te doen op de tewerkstelling van tewerkgestelde werklozen.

Art. 2. Volledig uitkeringsgerechtigde werklozen worden in deze betrekkingen aangewezen.

Art. 3. Artikel 1 van dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1988 tot 31 december 1988.

Art. 4. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 december 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
F.-X. de DONNEA

F. 87 — 2414

10 DÉCEMBRE 1987. — Arrêté royal relatif au statut des sous-officiers de réserve

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962;

Vu la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

N. 87 — 2414

10 DECEMBER 1987. — Koninklijk besluit betreffende het statuut van de reserveonderofficieren

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;

Gelet op de wet van 27 december 1981 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962;

Gelet op de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan onderofficieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — L'admission

Article 1er. § 1er. Pour être nommé au grade de sergent de réserve ou à un grade équivalent dans les forces terrestres, aériennes et navales et dans le service médical, il faut :

- 1° ne pas avoir dépassé l'âge de 35 ans;
 - 2° avoir suivi avec succès le cycle de formation de candidat sous-officier de réserve qui comprend :
 - a) une période de formation dans un établissement d'entraînement militaire; cette période de formation peut être remplacée en tout ou en partie par une période de formation pratique en unité;
 - b) consécutivement un stage probatoire dans une fonction de sergent ou dans une fonction équivalente;
 - 3° être jugé apte physiquement, caractériellement et professionnellement à exercer les fonctions sous-officier; cette aptitude est appréciée par le chef d'état-major général sur avis des chefs hiérarchiques à l'issue du stage probatoire et au moment de la mise en congé illimité;
 - 4° avoir une manière de servir jugée satisfaisante.
- § 2. Pour les sous-officiers de réserve recrutés en vertu de l'article 2, § 1er, 1°, les matières devant faire l'objet des épreuves de qualification et des cours préparatoires à ces épreuves seront fixées pour chaque force par le Ministre de la Défense nationale.

Art. 2. § 1er. Les miliciens peuvent être recrutés comme candidat sous-officier de réserve des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical :

1° soit au moment de leur passage au centre de recrutement et de sélection;

2° soit au cours de leur service militaire.

§ 2. A cette fin ils doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° posséder le niveau d'études correspondant aux trois premières années de l'enseignement secondaire;
- 2° ne pas avoir été condamné du chef d'une infraction indiquant un manque de qualités morales ou d'autorité morale nécessaires à l'exercice d'un commandement;
- 3° satisfaire à des épreuves psychotechniques pour les candidats visés à l'article 2, § 1er, 1°;
- 4° satisfaire à un examen médical.

§ 3. Les candidats qui satisfont aux conditions visées au § 2 sont classés entre eux sur base des résultats aux épreuves visées au § 2, 3°.

§ 4. Les candidatures sont agréées par le chef d'état-major général. Par cet agrément les miliciens concernés acquièrent la qualité de candidat sous-officier de réserve des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical.

§ 5. Si les besoins d'encadrement ne sont pas couverts, des miliciens en service actif peuvent être désignés d'office pour suivre le cycle de formation visé à l'article 1er, § 1er, 2°.

Art. 3. Outre les sous-officiers recrutés en application de l'article 1er sont admis dans le cadre des sous-officiers de réserve des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, avec le grade dont ils sont revêtus et avec leur ancienneté dans ce grade :

1° les sous-officiers de carrière et de complément dont la démission de l'emploi a été acceptée ou qui sont mis à la pension à condition :

— qu'ils aient introduit leur demande de passage dans le cadre de réserve, soit au moment où ils démissionnent, soit au moment où ils sont proposés pour être mis à la pension;

— qu'ils soient jugés aptes physiquement, moralement et professionnellement à exercer les fonctions de leur grade aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre; cette aptitude est appréciée par le chef d'état-major de la force à laquelle le requérant appartient ou par le chef du service médical sur avis des chefs hiérarchiques;

2° les sous-officiers féminins temporaires des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical ou les sous-officiers féminins auxiliaires de la force aérienne à condition :

— qu'ils aient introduit leur demande de passage dans le cadre de réserve, soit au moment où ils ont demandé la résiliation de leur engagement ou rengagement, soit à l'expiration de leur engagement ou rengagement;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — De toelating

Artikel 1. § 1. Om in de graad van reservesergeant of in een gelijkwaardige graad in de land-, de lucht- en de zeemacht en in de medische dienst benoemd te worden, moet men :

- 1° niet ouder zijn dan 35 jaar;
- 2° met goed gevolg de opleidingscyclus voor kandidaat-reserveonderofficier gevolgd hebben, deze cyclus omvat :
 - a) een opleidingsperiode in een militair opleidingsorganisme; deze opleidingsperiode mag geheel of gedeeltelijk vervangen worden door een praktische vormingsperiode in een eenheid;
 - b) een aansluitende proefstage in een functie van sergeant of in een gelijkwaardige functie;
- 3° lichamelijk karakterieel en professioneel geschikt bevonden worden om de functies van onderofficier uit te oefenen; deze geschiktheid wordt beoordeeld door de chef van de generale staf na advies van de hiërarchische meerderen op het einde van de proefstage en op het ogenblik van de plaatsing met onbepaald verlof;
- 4° een voldoening gevende wijze van dienen hebben.

§ 2. Voor de reserveonderofficieren die aangeworven werden krachtens artikel 2, § 1, 1°, zullen de materies die het voorwerp dienen uit te maken van de kwalificatieproeven en van de voorbereidende lessen op deze proeven voor elk krijgsmachtdeel bepaald worden door de Minister van Landsverdediging.

Art. 2. § 1. De dienstplichtigen kunnen aangeworven worden als kandidaat-reserveonderofficier van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst :

1° hetzij op het ogenblik van hun verschijning op het recruitment- en selectiecentrum;

2° hetzij in de loop van hun dienstplichttermijn.

§ 2. Hiertoe dienen zij de volgende voorwaarden te vervullen :

- 1° een studieniveau bezitten overeenstemmend met de drie eerste jaren van het middelbaar onderwijs;
- 2° niet veroordeeld zijn voor een inbreuk die getuigt van een gebrek aan morele hoedanigheden of moreel gezag noodzakelijk voor de bevelvoering;
- 3° voldoen aan psychotechnische proeven voor de in artikel 2, § 1, 1°, bedoelde kandidaten;
- 4° voldoen aan een medisch onderzoek.

§ 3. De kandidaten die aan de in § 2, bedoelde voorwaarden voldoen worden onderling gerangschikt op grond van de in § 2, 3°, bedoelde proeven.

§ 4. De kandidaturen worden aanvaard door de chef van de generale staf. Door deze aanvaarding verwerven de betrokken dienstplichtigen de hoedanigheid van kandidaat-reserveonderofficier van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

§ 5. In geval er niet aan de encadringsbehoeften voldaan wordt, kunnen er ook dienstplichtigen in werkelijke dienst ambtshalve worden aangewezen om de in artikel 1, § 1, 2°, bedoelde opleidingscyclus te volgen.

Art. 3. Naast de onderofficieren die in toepassing van artikel 1 worden aangeworven, worden tot het kader van de reserveonderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst toegelaten met de graad die zij bezitten en met hun anciënniteit in die graad :

1° de beroeps- en aanvullingsonderofficieren wier ontslag uit het ambt aanvaard werd of die op pensioen gesteld worden, op voorwaarde dat zij :

— hun aanvraag tot overgang naar het reservekader hebben ingediend, hetzij op het ogenblik dat zij hun ontslag aanbieden, hetzij op het ogenblik dat zij voorgesteld worden om op pensioen gesteld te worden;

— lichamelijk, zedelijk en professioneel geschikt bevonden worden om zowel in vredes- als oorlogstijd de functies van hun graad uit te oefenen; deze geschiktheid wordt na advies van de hiërarchische meerderen door de chef van het krijgsmachtdeel waartoe de verzoeker behoort of door de chef van de medische dienst beoordeeld;

2° de vrouwelijke tijdelijke onderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst of de vrouwelijke hulponderofficieren van de luchtmacht, op voorwaarde dat zij :

— hun aanvraag tot overgang naar het reservekader hebben ingediend, hetzij op het ogenblik dat zij de verbreking van hun dienstneming of wederdienstneming gevraagd hebben, hetzij bij het verstrijken van hun dienstneming of wederdienstneming;

— qu'ils soient jugés aptes physiquement, moralement et professionnellement à exercer les fonctions de leur grade aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre; cette aptitude est appréciée par le chef d'état-major de la force à laquelle le requérant appartient ou par le chef du service médical sur avis des chefs hiérarchiques;

3° les sous-officiers masculins temporaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ou les sous-officiers masculins auxiliaires de la force aérienne dont l'engagement ou le rengagement a été résilié à leur demande ou dont l'engagement ou dont le rengagement expire.

Art. 4. § 1er. Le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne peut commissionner le candidat sous-officier de réserve recruté en application de l'article 1er au grade de caporal ou à un grade équivalent au plus tôt le premier du troisième mois de service à condition qu'il :

1° ait terminé avec succès la formation visée à l'article 1er, § 1, 2°, a ou d'en ait été dispensé;

2° puisse encore servir au moins trois mois avant sa mise en congé illimité lorsqu'il n'a introduit sa demande d'admission à la formation de sous-officier de réserve qu'au cours de son terme de service actif en application de l'article 2, § 1er, 2°.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne peut commissionner au plus tôt le premier du cinquième mois de service au grade de sergent ou à un grade équivalent, le militaire candidat sous-officier de réserve recruté en application de l'article 1er à condition qu'il :

1° ait réussi le stage probatoire visé à l'article 1er, 2°, b;

2° puisse encore servir au moins un mois avant sa mise en congé illimité lorsqu'il n'a introduit sa demande d'admission à la formation de sous-officier de réserve qu'au cours de son terme actif en application de l'article 2, § 1er, 2°;

3° possède l'aptitude physique et professionnelle indispensable à l'état de sous-officier. Cette aptitude est appréciée par l'autorité habilitée par l'article 6 de la loi du 18 février 1987 à commissionner au grade, sur avis des supérieurs hiérarchiques.

Uniquement en cas de révision défavorable des qualités morales de l'intéressé au cours de la formation, l'aptitude morale est appréciée par cette même autorité.

§ 3. A tout stade du stage probatoire, il peut être imposé un retard pour la commission au grade de sergent ou à un grade équivalent en cas de doute sur les qualités du candidat sous-officier.

Dans tous les cas, la commission au grade de caporal doit intervenir au plus tard trois mois avant la fin du service actif et la commission au grade de sergent ou à un grade équivalent au plus tard un mois avant la fin du service actif faute de quoi le candidat perd d'office la qualité de candidat sous-officier.

Art. 5. § 1er. Perd la qualité de candidat sous-officier de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical le candidat qui :

1° à tout stade de la formation :

a) est exclu du cycle de formation pour motif disciplinaire par le Ministre de la Défense nationale ou par l'autorité militaire qu'il désigne;

b) ne possède plus les qualités morales indispensables à l'état de sous-officier de réserve;

c) suite à la décision de la commission militaire d'aptitude et de réforme ou de la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel, ne possède plus les qualités physiques requises;

2° échoue définitivement aux épreuves finales d'une des phases du cycle de formation prévu à l'article 1er, § 1er, 2°;

3° en fin du cycle de formation n'est plus jugé apte à remplir la fonction de sous-officier de réserve.

§ 2. La perte de qualité de candidat sous-officier de réserve entraîne le retrait des grades octroyés en cette qualité par voie de commission.

§ 3. Le candidat sous-officier de réserve peut, à tout stade de la formation, demander à perdre cette qualité. La décision est prise par le Ministre de la Défense nationale ou par l'autorité militaire qu'il désigne.

— lichamelijk, zedelijk en professioneel geschikt bevonden worden om zowel in vredes- als oorlogstijd de functies van hun graad uit te oefenen; deze geschiktheid wordt na advies van de hiërarchische meerderen door de chef van het krijgsmachtdeel waartoe de verzoeker behoort of door de chef van de medische dienst beoordeeld;

3° de mannelijke tijdelijke onderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst of de mannelijke hulponderofficieren van de luchtmacht, wier dienstneming of wederdienstneming op hun aanvraag verbroken werd of wier dienstneming of wederdienstneming een einde neemt.

Art. 4. § 1. De Minister van Landsverdediging of de militaire overheid die hij aanwijst kan de dienstplichtige kandidaat-reserveonderofficier die aangeworven werd in toepassing van artikel 1 ten vroegste op de eerste van de derde dienstmaand aanstellen in de graad van korporaal of in een gelijkwaardige graad op voorwaarde dat hij :

1° met succes de opleiding beëindigd heeft bedoeld in artikel 1, § 1, 2°, a of ervan vrijgesteld is;

2° nog ten minste drie maanden werkelijke dienst kan volbrengen voor zijn plaatsing met onbepaald verlof wanneer hij bij toepassing van artikel 2, § 1, 2°, slechts in de loop van zijn dienstplichttermijn zijn aanvraag ingediend heeft om toegelaten te worden tot de opleiding van reserveonderofficier.

§ 2. De Minister van Landsverdediging of de militaire overheid die hij aanwijst kan de dienstplichtige kandidaat-reserveonderofficier die aangeworven werd in toepassing van artikel 1 ten vroegste op de eerste van de vijfde dienstmaand aanstellen in de graad van sergeant of in een gelijkwaardige graad op voorwaarde dat hij :

1° geslaagd is voor de proefstage bedoeld in artikel 1, 2°, b;

2° nog ten minste één maand werkelijke dienst kan volbrengen voor zijn plaatsing met onbepaald verlof wanneer hij, bij toepassing van artikel 2, § 1, 2°, slechts in de loop van zijn dienstplichttermijn zijn aanvraag heeft ingediend om de opleiding van reserveonderofficier te volgen;

3° de lichamelijke en professionele geschiktheid bezit die onontbeerlijk zijn voor de staat van onderofficier. Deze geschiktheid wordt beoordeeld door de overheid die krachtens artikel 6 van de wet van 18 februari 1987 bevoegd is in de graad aan te stellen, na advies van de hiërarchische meerderen.

Enkel indien er in de loop van de opleiding een ongunstige herziening was van de morele hoedanigheden van betrokkene, wordt zijn morele geschiktheid door dezelfde overheid beoordeeld.

§ 3. In elke fase van de proefstage, kan een vertraging opgelegd worden voor de aanstelling in de graad van sergeant of in een gelijkwaardige graad zo er twijfel bestaat over de hoedanigheden van de kandidaat-onderofficier.

In elk geval dient de aanstelling in de graad van korporaal plaats te grijpen ten laatste drie maanden voor het einde van de werkelijke dienst en de aanstelling in de graad van sergeant of in een gelijkwaardige graad ten laatste één maand voor het einde van de werkelijke dienst, zoniet verliest de kandidaat van rechtswege de hoedanigheid van kandidaat-onderofficier.

Art. 5. § 1. Verliest de hoedanigheid van kandidaat-reserveonderofficier van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, de kandidaat die :

1° in welke fase van de opleiding ook :

a) door de Minister van Landsverdediging of door de militaire overheid die hij aanwijst om tuchttredenen uit de opleidingscyclus verwijderd wordt;

b) de morele hoedanigheden niet meer bezit die onontbeerlijk zijn voor de staat van reserveonderofficier;

c) volgens de beslissing van de militaire commissie voor geschiktheid en reform of van de militaire commissie voor beroep voor geschiktheid en reform de onontbeerlijke lichamelijke hoedanigheden niet meer bezit;

2° een definitieve mislukking oploopt bij de eindproeven van één van de fasen van de opleidingscyclus voorzien bij artikel 1, § 1, 2°;

3° op het einde van de opleidingscyclus niet meer geschikt bevonden wordt om de functie van reserveonderofficier uit te oefenen.

§ 2. Het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-reserveonderofficier heeft de ontneming tot gevolg van de graden die in die hoedanigheid bij wege van aanstelling werden verleend.

§ 3. De kandidaat-reserveonderofficier kan in elke fase van de opleiding vragen deze hoedanigheid te verliezen. De beslissing wordt genomen door de Minister van Landsverdediging of door de militaire overheid die hij aanduidt.

CHAPITRE II. — *Les emplois et les groupes d'emplois*

Art. 6. § 1er. Les dispositions de l'arrêté royal du 19 février 1973 relatif à l'organisation des groupes d'emplois auxquels sont affectés les sous-officiers des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical sont applicables aux sous-officiers de réserve.

§ 2. L'article 50 de l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical est applicable aux sous-officiers de réserve.

Art. 7. Pour autant que les besoins des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical soient couverts, les sous-officiers de réserve appartenant à ces forces ou au service médical peuvent faire partie de la réserve de la gendarmerie.

Art. 8. Le sous-officier de réserve transféré à sa demande ou d'office, en application de l'article 22 de la loi du 18 février 1987, d'une force à une autre ou d'un groupe d'emplois à un autre à l'intérieur de sa propre force, y passe avec son grade et son ancienneté de sergent ou grade équivalent.

Il y est classé à la suite des sous-officiers nommés au grade de sergent ou à un grade équivalent à la même date que lui.

CHAPITRE III. — *L'avancement de grade*

Art. 9. Le sous-officier qui en exprime le désir et qui répond aux conditions requises peut participer à l'avancement dans le cadre de réserve.

Pour autant que les candidats ne tombent pas sous l'application de l'article 31, § 1er, 2e, 3e et 4e alinéa de la loi du 18 février 1987, ils sont inscrits sur la liste des candidats que le Ministre de la Défense nationale appelle à participer aux prestations et aux épreuves d'avancement.

Art. 10. § 1er. L'avancement des sous-officiers de réserve est limité aux besoins de l'armée mobilisée.

§ 2. Les sous-officiers de réserve ne peuvent être promus au grade supérieur qu'après la promotion à ce grade des sous-officiers de carrière de leur groupe d'emplois de même ancienneté qu'eux dans le grade de sergent, et qui ont effectué au point de vue de l'avancement une carrière normale.

Art. 11. Le sous-officier de réserve issu du cadre de carrière qui a déjà satisfait aux épreuves professionnelles pour l'accès au grade de premier sergent-major ou au grade équivalent dans le cadre de carrière est dispensé des épreuves pour l'accès au grade de premier sergent-major ou à un grade équivalent dans le cadre de réserve.

Art. 12. Le sous-officier de réserve issu du cadre des sous-officiers de carrière qui, dans ce cadre, a subi un échec définitif aux épreuves professionnelles pour l'accès au grade de premier sergent-major ou à un grade équivalent ou qui a renoncé définitivement à présenter ces épreuves n'est plus autorisé à se présenter aux épreuves pour l'accès à ce grade dans le cadre de réserve.

Art. 13. § 1er. Peuvent accéder au grade d'adjudant-chef ou au grade équivalent dans le cadre de réserve les sous-officiers qui ont réussi les épreuves du concours de qualification au grade d'adjudant-chef ou à un grade équivalent dans le cadre de carrière.

§ 2. La nomination au grade d'adjudant-chef ou au grade équivalent intervient dans les douze mois qui suivent le passage dans le cadre de réserve, ou directement après les prestations volontaires d'encadrement pour autant que l'intéressé n'ait pas atteint la limite d'âge prévue pour sa catégorie dans le cadre de réserve.

Art. 14. La commission du sous-officier de réserve commissionné pour exercer l'emploi d'un grade supérieur expire à la date à laquelle le Ministre de la Défense nationale décide que la mission prend fin.

CHAPITRE IV. — *Le régime disciplinaire*

Art. 15. § 1er. L'avertissement ou la réprimande sont infligés par le chef de corps du sous-officier de réserve en congé illimité qui manque à ses devoirs.

§ 2. La blâme est infligé par le Ministre de la Défense nationale, soit d'office, soit sur proposition du chef de corps, au sous-officier de réserve en congé illimité qui manque gravement à ses devoirs.

HOOFDSTUK II. — *De ambten en groepen van ambten*

Art. 6. § 1. De bepalingen van het koninklijk besluit van 19 februari 1973 betreffende de organisatie van ambtengroepen tot dewelke de onderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst behoren zijn toepasselijk op de reserveonderofficieren.

§ 2. Artikel 50 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst is toepasselijk op de reserveonderofficieren.

Art. 7. Voor zover er aan de behoeften van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst voldaan is, kunnen reserveonderofficieren, die behoren tot deze krijgsmachtdelen of tot de medische dienst, deel uitmaken van de rijkswachtreserve.

Art. 8. De reserveonderofficier die op zijn aanvraag of, bij toepassing van artikel 22 van de wet van 18 februari 1987, van ambtswege van een krijgsmachtdeel naar een ander of in hetzelfde krijgsmachtdeel van een ambtengroep naar een ander wordt overgeplaatst, gaat over met zijn graad en zijn anciënniteit van sergeant of van een gelijkwaardige graad.

Hij wordt er gerangschikt na de onderofficieren die op dezelfde datum als hij tot sergeant of tot een gelijkwaardige graad benoemd werden.

HOOFDSTUK III. — *Bevordering in graad*

Art. 9. De reserveonderofficier die hiertoe de wens uitdrukt en die aan de gestelde voorwaarden voldoet, kan deelnemen aan de bevordering in het reservekader.

Voor zover de kandidaten niet onder toepassing vallen van artikel 31, § 1, 2e, 3e en 4e lid van de wet van 18 februari 1987, worden zij ingeschreven op de lijst van de kandidaten die de Minister van Landsverdediging oproept om deel te nemen aan bevorderingsprestaties- en examens.

Art. 10. § 1. De bevordering van de reserveonderofficieren is afgestemd op de behoeften van het gemobiliseerde leger.

§ 2. Reserveonderofficieren kunnen eerst tot de hogere graad bevorderd worden nadat de beroeps- en onderofficieren van hun ambtengroep die in de graad van sergeant dezelfde anciënniteit hebben als zij en die inzake bevordering een normale loopbaan hebben gehad tot deze graad zijn bevorderd.

Art. 11. De reserveonderofficieren gesproken uit het kader van de beroeps- en onderofficieren die reeds voldaan hebben aan de beroeps- en examens voor de toegang tot de graad van eerste sergeant-majoor of tot een gelijkwaardige graad in het beroepskader zijn vrijgesteld van de proeven voor de toegang tot de graad van eerste sergeant-majoor of van een gelijkwaardige graad in het reservekader.

Art. 12. De reserveonderofficier gesproken uit het kader van de beroeps- en onderofficieren die in dit kader een definitieve mislukking ondergaan heeft voor de beroeps- en examens voor de toegang tot de graad van eerste sergeant-majoor of van een gelijkwaardige graad of die definitief afgezien heeft van deelname aan deze examens is niet meer gemachtigd om zich aan te bieden voor de examens voor de toegang tot deze graad in het reservekader.

Art. 13. § 1. De onderofficieren die geslaagd zijn voor het vergelijkend kwalificatieexamen voor de graad van adjudant-chef of van een gelijkwaardige graad in het beroepskader hebben toegang tot de graad van adjudant-chef of tot een gelijkwaardige graad in het reservekader.

§ 2. De benoeming tot de graad van adjudant-chef of tot een gelijkwaardige graad grijpt plaats binnen de twaalf maanden die volgen op de overgang naar het reservekader of onmiddellijk na de vrijwillige encadreringsprestaties voor zover de belanghebbende de leeftijdsgrens bepaald voor zijn categorie in het reservekader niet bereikt heeft.

Art. 14. De aanstelling van de reserveonderofficier die aangesteld is om het ambt van een hogere graad uit te oefenen, eindigt de dag dat de Minister van Landsverdediging beslist dat de opdracht vervalt.

HOOFDSTUK IV. — *Het tuchtstelsel*

Art. 15. § 1. De waarschuwing of de berisping worden uitgesproken door de korpscommandant van de reserveonderofficier met onbepaald verlof die aan zijn plichten te kort komt.

§ 2. De blaam wordt uitgesproken door de Minister van Landsverdediging, hetzij ambtshalve, hetzij op voorstel van de korpscommandant, ten aanzien van de reserveonderofficier met onbepaald verlof die ernstig aan zijn plichten te kort komt.

§ 3. Si les faits reprochés sont graves et incompatibles avec l'état de sous-officier, le sous-officier en congé illimité peut faire l'objet d'une démission d'office du grade dans les conditions définies aux articles 16 à 25.

CHAPITRE V. — La démission d'office du grade

Art. 16. Le chef de corps qui estime qu'un sous-officier de réserve doit faire l'objet d'une démission d'office du grade, rédige un rapport circonstancié contenant un exposé des faits, un avis sur leur gravité et la proposition de faire comparaître le sous-officier intéressé devant un conseil d'enquête.

Art. 17. Le rapport est porté à la connaissance du sous-officier en cause. Celui-ci y appose sa signature sous la mention « Vu »; il peut, dans un délai de huit jours ouvrables à dater de la communication, y joindre un mémoire.

Toute considération que l'auteur du rapport jugerait utile de formuler au sujet de ce mémoire doit être portée à la connaissance du sous-officier en cause; celui-ci dispose d'un nouveau délai de huit jours pour rédiger, s'il le désire, un mémoire complémentaire.

Art. 18. Le dossier, auquel est joint un inventaire des pièces, est transmis au Ministre de la Défense nationale par la voie hiérarchique.

Chaque supérieur hiérarchique émet, au sujet de la mesure à appliquer, un avis qui est porté à la connaissance du sous-officier en cause; celui-ci y appose sa signature sous la mention « Vu ».

Si un fait nouveau est allégué, le sous-officier dispose d'un délai de huit jours pour rédiger, s'il le désire, un mémoire complémentaire.

Art. 19. Le Ministre de la Défense nationale constitue ou fait constituer par l'autorité militaire une commission d'information ayant pour mission de dresser le rapport circonstancié dans les cas suivants :

1° lorsqu'il est mis au courant par une voie autre que la voie hiérarchique, de faits de nature à motiver la démission d'office du grade;

2° lorsque sont mis en cause, en même temps, des sous-officiers qui ne relèvent d'aucun supérieur hiérarchique commun.

Art. 20. La commission d'information comprend :

un officier supérieur, président;

un capitaine-commandant ou un capitaine;

un sous-officier de carrière revêtu du grade de premier sergent-major ou d'un grade équivalent et d'un grade supérieur à celui du sous-officier de réserve en cause, ou tout au moins plus ancien dans le même grade;

un sous-officier de réserve d'un grade supérieur à celui du sous-officier en cause, ou tout au moins plus ancien dans le même grade.

La commission d'information entend le sous-officier intéressé; les déclarations sont actées dans le procès-verbal et signées par lui.

Le sous-officier en cause signe, sous la mention « Vu », les propositions de la commission.

Art. 21. Si la nature des faits ou les circonstances exigent le secret, le rapport et les avis ne sont pas immédiatement communiqués au sous-officier en cause.

Celui-ci aura toutefois connaissance de ces documents et sera admis à faire valoir ses moyens de défense, soit par écrit, avant qu'une décision soit prise à son égard.

Cette communication n'est pas requise si le Ministre de la Défense nationale ne donne pas suite au rapport.

Art. 22. § 1er. Tout conseil d'enquête est composé de cinq membres dont un président. Ces membres doivent être revêtus d'un grade supérieur à celui du sous-officier qui compare devant le conseil ou tout au moins être plus anciens dans le même grade.

§ 2. Ne peuvent faire partie du conseil d'enquête, les officiers et sous-officiers qui ont été mêlés aux incidents qui ont donné lieu à l'enquête ou qui ont pris part à la procédure antérieure.

§ 3. Zijn de ten laste gelegde feiten ernstig en niet met de staat van onderofficier overeen te brengen, dan kan de reserveonderofficier met onbepaald verlof het voorwerp uitmaken van een ontslag van ambtswege uit de graad onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 16 tot 25.

HOOFDSTUK V. — Het ontslag van ambtswege uit de graad

Art. 16. De korpscommandant die oordeelt dat een reserveonderofficier het voorwerp dient uit te maken van een ontslag van ambtswege uit de graad, maakt een omstandig verslag op dat een uiteenzetting omvat van de feiten, een advies over hun gewichtigheid en het voorstel de betrokken onderofficier voor een onderzoeksraad te doen verschijnen.

Art. 17. De betrokken onderofficier wordt in kennis gesteld van het verslag. Hij ondertekent het onder de melding : « Gezien »; hij kan er, binnen de acht werkdagen na de ontvangst, een verweerschrift aan toevoegen.

Iedere beschouwing die de steller van het verslag in verband met dit verweerschrift nuttig mocht achten moet ter kennis van de betrokken onderofficier worden gebracht; deze beschikt over een nieuwe termijn van acht dagen om, indien hij zulks verlangt, een aanvullend verweerschrift op te maken.

Art. 18. Het dossier, waarbij een inventaris van de stukken gevoegd is, wordt langs hiërarchische weg aan de Minister van Landsverdediging gezonden.

Iedere hiërarchische meerdere brengt over de toe te passen maatregel een advies uit, waarvan aan de betrokken onderofficier kennis wordt gegeven; deze tekent het onder de melding « Gezien ».

Wordt een nieuw feit aangevoerd, dan beschikt de onderofficier over een termijn van acht dagen om, indien hij zulks verlangt, een aanvullend verweerschrift op te maken.

Art. 19. De Minister van Landsverdediging stelt een informatiecommissie samen of doet deze samenstellen door de militaire overheid, die tot opdracht heeft het omstandig verslag op te maken in de hiernavermelde gevallen :

1° wanneer hij langs een andere dan de hiërarchische weg op de hoogte gebracht wordt van feiten die van aard zijn het ontslag van ambtswege uit de graad te rechtvaardigen;

2° wanneer in eenzelfde geval, onderofficieren betrokken zijn die geen enkele gemeenschappelijke hiërarchische meerdere hebben.

Art. 20. De informatiecommissie bestaat uit :

een hoofdofficier, voorzitter;

een kapitein-commandant of een kapitein;

een beroepsunderofficier die ten minste bekleed is met de graad van eerste sergeant-majoor of met een gelijkwaardige graad en met een hogere graad dan die van de betrokken reserveonderofficier of althans, in dezelfde graad, meer anciënniteit heeft;

een reserveonderofficier die een hogere graad draagt dan de betrokken onderofficier of althans, in dezelfde graad, meer anciënniteit heeft.

De informatiecommissie hoort de betrokken onderofficier; de verklaringen worden in het proces-verbaal ingeschreven en door hem ondertekend.

De betrokken onderofficier ondertekent de voorstellen van de commissie onder de melding « Gezien ».

Art. 21. Indien wegens de aard van de feiten of de omstandigheden geheimhouding geboden is, worden het verslag en de adviezen niet onmiddellijk aan de betrokken onderofficier medegedeeld.

Deze zal echter van die stukken inzage mogen nemen en zijn verweermiddelen, hetzij mondeling, hetzij schriftelijk, mogen voordragen vooraleer een beslissing te zijnen opzichte genomen wordt.

Deze mededeling is niet vereist indien de Minister van Landsverdediging aan het verslag geen gevolg geeft.

Art. 22. § 1. Iedere onderzoeksraad bestaat uit vijf leden, waaronder een voorzitter. Die leden moeten een hogere graad dragen dan de onderofficier die voor de raad verschijnt of althans, in dezelfde graad, meer anciënniteit hebben.

§ 2. De officieren en de onderofficieren die betrokken waren bij de voorvallen die tot het onderzoek hebben geleid of die aan de vorige procedure hebben deelgenomen, kunnen van de onderzoeksraad geen deel uitmaken.

Art. 23. § 1er. Le conseil d'enquête est présidé par l'officier qui préside le conseil d'enquête prévu pour les sous-officiers de carrière.

§ 2. Lorsque le Ministre de la Défense nationale ordonne la formation d'un conseil d'enquête, il désigne comme membres un officier subalterne de carrière, un officier subalterne de réserve, un sous-officier de carrière revêtu au moins du grade d'adjudant ou d'un grade équivalent et un sous-officier de réserve; ces membres ainsi qu'un suppléant pour chacun d'eux sont choisis par le Ministre de la Défense nationale sur une liste de seize noms que le président du conseil d'enquête lui présente.

Les sous-officiers de réserve membres et membres suppléants du conseil d'enquête doivent être issus de la même catégorie que le sous-officier en cause; le Ministre de la Défense nationale ne peut déroger à cette règle par décision motivée, qu'en cas d'impossibilité de réunir, en temps opportun, des sous-officiers de réserve répondant à cette condition.

Art. 24. La convocation du sous-officier en cause devant le conseil d'enquête, la récusation des membres de celui-ci, la procédure à suivre devant lui et la notification de ses décisions sont réglées conformément aux dispositions réglementaires relatives au conseil d'enquête prévu pour les sous-officiers de carrière.

Art. 25. Lorsque le conseil d'enquête aura déclaré les faits établis le Ministre de la Défense nationale appréciera leur gravité ainsi que leur incompatibilité avec l'état de sous-officier de réserve, et prononcera éventuellement, par arrêté motivé, la démission d'office du grade.

Cette mesure ne pourra toutefois être prononcée avant l'expiration d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de la notification qui aura été faite, au sous-officier en cause, de la décision du conseil d'enquête au sujet de l'existence des faits reprochés et de ses avis motivés concernant leur caractère de gravité et d'incompatibilité avec l'état de sous-officier de réserve.

CHAPITRE VI. — *Les conseils d'honneur*

Art. 26. La réglementation relative aux conseils d'honneur des sous-officiers de carrière est applicable aux sous-officiers de réserve.

Le sous-officier de réserve qui siège au conseil d'honneur lorsqu'un sous-officier de réserve est mis en cause doit être issu de la même catégorie que l'intéressé; il ne peut être dérogé à cette règle que par décision motivée, en cas d'impossibilité de désigner, en temps opportun, un sous-officier de réserve répondant à cette condition.

CHAPITRE VII. — *Le retrait du grade*

Art. 27. Le sous-officier de réserve qui cesse d'appartenir au cadre de réserve par retrait définitif d'emploi ou par retrait du grade résultant de l'interdiction à perpétuité ou à temps de l'un des droits énumérés à l'article 31, 1^o ou 6^o du code pénal, prononcée sans sursis, est replacé soldat ou matelot s'il est encore astreint à des obligations militaires.

CHAPITRE VIII

Les sous-officiers de réserve séparés de l'armée

Art. 28. La réglementation relative aux sous-officiers de carrière séparés de l'armée est applicable aux sous-officiers de réserve; toutefois, la commission d'information et le conseil d'enquête dont il est question sont ceux prévus aux articles 19 à 24 du présent arrêté.

CHAPITRE IX

La réintégration dans le cadre des sous-officiers de réserve

Art. 29. § 1er. Le sous-officier de réserve qui a obtenu sa démission du cadre de réserve afin de servir dans les forces armées dans une autre qualité et qui n'est pas nommé dans les cadres actifs en tant qu'officier ou en tant que sous-officier, peut réintégrer le cadre des sous-officiers de réserve, aux conditions suivantes :

- 1^o en faire la demande;
- 2^o recueillir l'avis favorable des chefs hiérarchiques;

3^o qu'il n'y ait pas d'interruption de service entre la démission des cadres actifs et la réintégration dans le cadre des sous-officiers de réserve.

§ 2. Le sous-officier issu du cadre de réserve et réintégré dans ce cadre reprend son ancienneté de sergent de réserve ou d'un grade équivalent comme s'il n'avait jamais quitté le cadre des sous-officiers de réserve.

Art. 23. § 1. De onderzoeksraad wordt voorgezeten door de officier die de onderzoeksraad voor beroepsonderofficieren voorziet.

§ 2. Wanneer de Minister van Landsverdediging de vorming van een onderzoeksraad beveelt, dan wijst hij een lager beroepsofficier, een lager reserveofficier, een beroepsonderofficier die ten minste met de graad van adjudant of met een gelijkwaardige graad bekleed is en een reserveonderofficier als leden aan; deze leden, alsook een plaatsvervanger voor ieder van hen, worden door de Minister van Landsverdediging gekozen uit een lijst van zestien namen die de voorzitter van de onderzoeksraad hem voorlegt.

De reserveonderofficieren die lid of plaatsvervangend lid van de onderzoeksraad zullen zijn moeten uit dezelfde categorie komen als de betrokken onderofficier; de Minister van Landsverdediging kan van deze regel alleen afwijken bij gemotiveerde beslissing, in geval van onmogelijkheid tijdig reserveonderofficieren bijeen te brengen die aan deze voorwaarde voldoen.

Art. 24. De oproeping van de betrokken onderofficier om voor de onderzoeksraad te verschijnen, de wraking van de leden van die raad, de voor die raad te volgen procedure en de kennisgeving van zijn beslissingen worden geregeld overeenkomstig de verordeningsbepalingen betreffende de onderzoeksraad voor beroepsonderofficieren.

Art. 25. Heeft de onderzoeksraad verklaard dat de feiten vaststaan, dan beoordeelt de Minister van Landsverdediging hun gewichtigheid en tevens hun onverenigbaarheid met de staat van reserveonderofficier, en spreekt eventueel bij gemotiveerde beslissing het ontslag van ambtswege uit de graad uit.

Deze maatregel kan evenwel niet uitgesproken worden voor het verstrijken van een termijn van vijftien werkdagen te rekenen vanaf de kennisgeving aan de betrokken onderofficier van de beslissing van de onderzoeksraad in verband met het bestaan van de verweten feiten, en van zijn gemotiveerde adviezen betreffende hun karakter van gewichtigheid en van onverenigbaarheid met de staat van reserveonderofficier.

HOOFDSTUK VI. — *De ereraden*

Art. 26. De regeling betreffende de ereraden van de beroeps- onderofficieren is van toepassing op de reserveonderofficieren.

De reserveonderofficier die in de ereraad zitting heeft wanneer het geval van een reserveonderofficier wordt behandeld, moet uit dezelfde categorie komen als de betrokken onderofficier; van die regel kan alleen afgeweken worden bij gemotiveerde beslissing, in geval van onmogelijkheid een reserveonderofficier aan te wijzen die aan deze voorwaarde voldoet.

HOOFDSTUK VII. — *De ontneming van de graad*

Art. 27. De reserveonderofficier die ophoudt tot het reservekader te behoren door definitieve ambtsontheffing of door ontneming van de graad ingevolge de zonder uitstel uitgesproken veroordeling tot de levenslange of tijdelijke ontzetting van één van de rechten opgesomd in artikel 31, 1^o of 6^o van het Strafwetboek, wordt tot soldaat of matroos teruggeplaatst indien hij nog aan militaire verplichtingen onderworpen is.

HOOFDSTUK VIII

De van het leger gescheiden reserveonderofficieren

Art. 28. De regeling betreffende de beroeps- onderofficieren die van het leger gescheiden zijn vindt toepassing op de reserveonderofficieren; de in die regeling bedoelde informatiecommissie en onderzoeksraad zijn evenwel die voorzien in de artikelen 19 tot 24 van dit besluit.

HOOFDSTUK IX

De wederopneming in het kader van de reserveonderofficieren

Art. 29. § 1. De reserveonderofficier die ontslag uit het reservekader heeft bekomen om in de krijgsmachtdelen in een andere hoedanigheid te dienen en die niet benoemd wordt als officier of als onderofficier in de actieve kaders kan opnieuw in het kader van de reserveonderofficieren opgenomen worden onder de volgende voorwaarden :

- 1^o er de aanvraag toe indienen;
- 2^o een gunstig advies verkrijgen vanwege de hiërarchische meederen;

3^o er mag geen dienstonderbreking zijn tussen het ontslag uit de actieve kaders en de heropname in het kader van de reserveonderofficieren.

§ 2. De onderofficier komende uit het reservekader die opnieuw opgenomen wordt in dit kader herneemt zijn anciënniteit in de graad van reservesergeant of in een gelijkwaardige graad alsof hij nooit het kader van de reserveonderofficieren verlaten had.

CHAPITRE X. — *Sortie du cadre de réserve*

Art. 30. § 1er. Suivant les grades ou grades équivalents mentionnés ci-dessous, les sous-officiers de réserve du personnel non navigant aérien quel que soit le groupe d'emploi auquel ils appartiennent, cessent de faire partie du cadre de réserve à la fin de l'année au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de :

- 1° quarante-cinq ans pour les sergents et premiers sergents;
- 2° soixante ans pour les premiers sergents-majors, adjudants et adjudants-chefs.

§ 2. Les sous-officiers de réserve du personnel navigant de la force aérienne cessent de faire partie du cadre de réserve à la fin de l'année au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de quarante-neuf ans.

§ 3. Les sous-officiers de réserve du personnel navigant aérien de la force terrestre et navale cessent de faire partie du cadre de réserve à la fin de l'année au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans.

CHAPITRE XI. — *Les prestations volontaires*Section 1^{re}. — *L'admission*

Art. 31. Peuvent être admis, dans des circonstances exceptionnelles, à effectuer dans les forces armées autres que la gendarmerie, les prestations visées à l'article 11, § 2 de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical :

- 1° les sergents miliciens, à l'issue de leur terme de service actif;
- 2° les sous-officiers de carrière et de complément auxquels l'emploi est retiré définitivement en application de l'article 22, 1° de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical.

Art. 32. L'engagement initial porte sur une période d'un an.

A la demande de l'intéressé trois renouvellements annuels successifs peuvent être accordés en fonction des besoins des forces ou du service médical.

L'année de l'engagement initial ainsi que les années pour lesquelles un renouvellement est accordé doivent former une période ininterrompue.

Les prolongations ne permettent pas à un sous-officier issu des cadres de carrière ou de complément de servir au delà de la limite d'âge fixée à l'article 30 du présent arrêté pour les sous-officiers de réserve du grade dont il est revêtu.

Art. 33. Les sous-officiers de carrière et de complément qui désirent effectuer des prestations volontaires d'encadrement introduisent simultanément leur candidature et une demande d'admission dans le cadre des sous-officiers de réserve.

L'agrément de leur candidature est subordonné à leur admission dans le cadre de réserve.

Art. 34. § 1^{er}. Les sous-officiers de carrière et de complément doivent introduire leur demande initiale au plus tard le 1^{er} octobre de l'année qui précède leur mise à la pension, pour autant que celle-ci intervienne dans le deuxième semestre de l'année.

Les sous-officiers dont la mise à la pension est prévue au cours du premier semestre doivent introduire leur demande initiale au plus tard le 1^{er} octobre de l'avant-dernière année qui précède leur mise à la pension.

Ces dispositions sont également applicables pour l'introduction des demandes de renouvellement de l'engagement en cours.

§ 2. Les candidatures des sous-officiers de carrière et de complément qui sont mis à la pension au cours du deuxième semestre de l'année qui suit la demande, ainsi que celles des sous-officiers mis à la pension au cours du premier semestre de la seconde année, font l'objet de la même procédure conformément à la section 2 de ce chapitre, en vue de pourvoir au nombre de places ouvertes en application de l'article 37 du présent arrêté.

Art. 35. Les candidats sous-officiers de réserve introduisent leur demande d'engagement au plus tard le dernier jour du quatrième mois qui précède le mois où expire le service actif ou la prestation en cours.

La demande ne peut être admise que si le candidat sous-officier de réserve a été commissionné au grade de sergent ou à un grade équivalent.

Le candidat sous-officier de réserve est admis sous condition de nomination à ce grade.

HOOFDSTUK X. — *Uittreden uit het reservékader*

Art. 30. § 1. Volgens de hieronder vermelde graden of gelijkwaardige graden houden de reserveonderofficieren van het niet-luchtvaartend personeel, ongeacht de ambtengroep waartoe zij behoren, op tot het reservékader te behoren op het einde van het jaar waarop zij de leeftijd hebben bereikt van :

- 1° vijftienveertig jaar voor de sergeanten en eerste sergeanten;
- 2° zestig jaar voor de eerste sergeanten-majors, adjudanten en adjudanten-chefs.

§ 2. De reserveonderofficieren van het varend personeel van de luchtmacht houden op tot het reservékader te behoren op het einde van het jaar waarin zij de leeftijd van negenveertig jaar bereikt hebben.

§ 3. De reserveonderofficieren van het luchtvaartend personeel van de land- en de zeemacht houden op tot het reservékader te behoren op het einde van het jaar waarin zij de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben.

HOOFDSTUK XI. — *De vrijwillige prestaties*Afdeling 1. — *De toelating*

Art. 31. Kunnen, in uitzonderlijke omstandigheden, worden toegelaten tot het verrichten, in andere krijgsmachtdelen dan de rijks-wacht, van prestaties als bedoeld in artikel 11, § 2 van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservékader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst :

- 1° de dienstplichtige sergeanten op het einde van de werkelijke diensttermijn;
- 2° de beroeps- en de aanvullingsonderofficieren die definitief van hun ambt ontheven worden bij toepassing van artikel 22, 1° van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst.

Art. 32. De eerste dienstneming wordt voor één jaar aangegaan.

Op aanvraag van de belanghebbende kunnen naargelang van de behoeften van de krijgsmachtdelen of van de medische dienst drie opeenvolgende jaarlijkse verlengingen toegestaan worden.

Het jaar van de eerste dienstneming alsook de jaren waarvoor een verlenging is toegestaan, dienen een onafgebroken periode te vormen.

De verlengingen laten niet toe dat een onderofficier gesproken uit het beroeps- of het aanvullingskader blijft dienen na de leeftijdsgrens bepaald in artikel 30 van dit besluit voor de reserveonderofficieren van de graad waarmee hij bekleed is.

Art. 33. De beroeps- en aanvullingsonderofficieren die vrijwillige encadreringsprestaties wensen te verrichten dienen gelijktijdig hun kandidatuur in een aanvraag om te worden opgenomen in het kader van de reserveonderofficieren.

De goedkeuring van hun kandidatuur is ondergeschikt aan hun toelating tot het reservékader.

Art. 34. § 1. De beroeps- en aanvullingsonderofficieren moeten hun eerste aanvraag indienen ten laatste op 1 oktober van het jaar dat hun oppensioenstelling voorafgaat, voor zover deze tijdens het tweede semester van het jaar valt.

De onderofficieren wier oppensioenstelling voorzien is tijdens het eerste semester moeten hun aanvraag indienen ten laatste op 1 oktober van het voorlaatste jaar dat hun oppensioenstelling voorafgaat.

Deze bepalingen zijn eveneens toepasselijk voor het indienen van de aanvragen voor hernieuwing van de lopende dienstneming.

§ 2. De kandidaturen van de beroeps- en aanvullingsonderofficieren die op pensioen gesteld worden tijdens het tweede semester van het jaar dat volgt op de aanvraag, evenals van de onderofficieren die op pensioen gesteld worden tijdens het eerste semester van het tweede jaar, maken het voorwerp uit van dezelfde procedure overeenkomstig afdeling 2 van dit hoofdstuk, teneinde te voorzien in het aantal opengestelde plaatsen bij toepassing van artikel 37 van dit besluit.

Art. 35. De kandidaat-reserveonderofficieren dienen hun aanvraag tot dienstneming in, uiterlijk de laatste dag van de vierde maand voor die waarin de actieve dienst of de lopende prestatie eindigt.

De aanvraag is slechts ontvankelijk indien de kandidaat-reserveonderofficier aangesteld is in de graad van sergeant of in een gelijkwaardige graad.

De kandidaat-reserveonderofficier wordt toegelaten op voorwaarde dat hij in die graad benoemd wordt.

Art. 36. Les demandes de renouvellement des sous-officiers de réserve visés à l'article 35 sont introduites au plus tard le dernier jour du quatrième mois qui précède celui au cours duquel la prestation en cours vient à expiration.

Art. 37. Si le Ministre de la Défense nationale prévoit que des besoins d'encadrement qui ne peuvent pas être couverts par les procédures de recrutement planifiées surviendront dans la période de douze mois à partir du 1^{er} juillet de l'année suivante, il ouvre, avant le 15 octobre, sur proposition motivée du chef d'état-major général, le nombre de places correspondant.

Art. 38. Le Ministre de la Défense nationale peut, sur avis motivé du chef d'état-major général, déroger à l'article 37 afin de compenser les départs imprévisibles qui dépasseraient les estimations établies.

Art. 39. Le Ministre de la Défense nationale ou le chef d'état-major général désigné à cet effet, répartit entre les différentes forces armées les places pour les sous-officiers admis à effectuer des prestations volontaires d'encadrement.

Cette répartition se fait annuellement pour les sous-officiers de carrière et de complément; elle a lieu trimestriellement pour les sergents miliciens.

Section 2. — La sélection

Art. 40. Pour chaque candidat sous ses ordres qui demande à effectuer des prestations volontaires d'encadrement, le chef de corps ou l'autorité militaire qui en exerce les attributions établit une note de personnalité.

Il émet un avis motivé sur la valeur du candidat et le proposera favorablement ou défavorablement pour une prestation volontaire d'encadrement d'une période d'un an.

La note de personnalité et les avis sont portés à la connaissance du candidat, qui peut y joindre un mémoire.

Les renouvellements ultérieurs font l'objet de la même procédure.

Art. 41. § 1^{er}. Les demandes sont transmises par la voie des supérieurs hiérarchiques intermédiaires au chef d'état-major de la force ou au chef du service médical.

§ 2. Sans préjudice du droit d'appréciation appartenant au chef d'état-major de la force ou du chef du service médical, le nombre d'échelons intermédiaires appelés à émettre un avis sur la candidature des sergents miliciens et des sous-officiers de carrière et de complément est limité à deux.

§ 3. Dans le cas où l'avis de l'échelon hiérarchique supérieur contient, pour le candidat, une appréciation moins favorable que l'avis précédent, l'article 40, troisième alinéa, est d'application.

Art. 42. Le chef d'état-major général fait constituer annuellement pour les sous-officiers de carrière et de complément et trimestriellement pour les sergents miliciens un comité par force et pour le service médical, chargé de l'examen des candidatures.

Ce comité est chargé d'établir un classement des candidats sur base de leur dossier personnel et/ou administratif.

Art. 43. § 1^{er}. Le comité de sélection est composé comme suit :

- 1^o le chef d'état-major de la force ou l'officier général ou supérieur qu'il désigne;
- 2^o deux officiers désignés par le chef d'état-major de la force;
- 3^o un officier secrétaire appartenant à l'état-major de la force.

§ 2. L'officier secrétaire n'a pas de voix délibérative.

§ 3. Les conclusions du comité sont communiquées au Ministre de la Défense nationale par la voie du chef d'état-major général.

§ 4. La liste des sous-officiers qui sont autorisés à effectuer des prestations volontaires d'encadrement est publiée par la voie du bulletin du personnel.

Art. 44. Le comité de sélection des sous-officiers de carrière et de complément sera constitué de manière à pouvoir admettre à effectuer des prestations volontaires d'encadrement au début du premier trimestre qui suit la date de clôture des demandes.

Art. 45. La décision du Ministre de la Défense nationale d'un refus d'engagement ou de rengagement, à la suite de l'examen de la candidature par le comité de sélection, est notifiée au candidat dans les trente jours qui suivent la réunion du comité.

Art. 36. De aanvragen tot hernieuwing voor de reserveonderofficieren bedoeld in artikel 35 worden ingediend uiterlijk de laatste dag van de vierde maand voor die waarin de lopende prestatie eindigt.

Art. 37. Indien de Minister van Landsverdediging voorziet dat er tijdens de periode van twaalf maanden te rekenen vanaf 1 juli van het volgend jaar kaderbehoeften zullen ontstaan die niet door de geplande recruteringsprocedures kunnen gedekt worden, opent hij, op gemotiveerd voorstel van de chef van de generale staf, voor 15 oktober het overeenstemmend aantal plaatsen.

Art. 38. De Minister van Landsverdediging kan, op gemotiveerd advies van de chef van de generale staf, afwijken van artikel 37 ten einde de niet voorziene vertrekken, die de vooruitzichten zouden overtreffen, te compenseren.

Art. 39. De Minister van Landsverdediging of de chef van de generale staf door hem hiervoor aangewezen, verdeelt de plaatsen voor de reserveonderofficieren die toegelaten zijn tot het verrichten van vrijwillige encadreringsprestaties over de verschillende krijgsmachtdeelen.

Die verdeling geschiedt jaarlijks voor de beroeps- en aanvullingsonderofficieren; zij heeft plaats om de drie maanden voor de dienstplichtige sergeanten.

Afdeling 2. — De selectie

Art. 40. Voor elke kandidaat onder zijn bevel die een aanvraag indient om vrijwillige encadreringsprestaties te verrichten, stelt de korpscommandant of de militaire overheid die er de bevoegdheden van uitoefent een persoonlijkheidsnota op.

Hij geeft een gemotiveerd advies over de waarde van de kandidaat en zal hem gunstig of ongunstig voordragen voor een vrijwillige encadreringsprestatie voor de duur van één jaar.

De persoonlijkheidsnota en de adviezen worden ter kennis gebracht van de kandidaat, die er een verweerschrift mag aan toevoegen.

De latere hernieuwingen maken het voorwerp uit van dezelfde procedure.

Art. 41. § 1. De aanvragen worden doorgezonden langs de tussenliggende hiërarchische oversten aan de stafchef van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst.

§ 2. Onverminderd het appreciatierecht dat behoort aan de stafchef van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst wordt het aantal tussenliggende hiërarchische echelons dat een advies uitbrengt over de kandidatuur van de dienstplichtige sergeanten en van de beroeps- en aanvullingsonderofficieren beperkt tot twee.

§ 3. In geval een advies van het hoger hiërarchisch echelon voor de kandidaat een beoordeling inhoudt die ongunstiger is dan het voorgaande advies is artikel 40, derde lid van toepassing.

Art. 42. Jaarlijks, voor de beroeps- en de aanvullingsonderofficieren en elk trimester, voor de dienstplichtige sergeanten, laat de chef van de generale staf een comité per krijgsmachtdeel en voor de medische dienst samenstellen dat belast is met het onderzoek van de candidaturen.

Dit comité is belast met het opstellen van een rangschikking van de kandidaten en dit op basis van hun persoonlijk en/of administratief dossier.

Art. 43. § 1. Het selectiecomité wordt als volgt samengesteld :

- 1^o de stafchef van het krijgsmachtdeel of de opper- of hoofdofficier die hij aanwijst;
- 2^o twee officieren die aangewezen worden door de stafchef van het krijgsmachtdeel;
- 3^o een officier-secretaris behorend tot de staf van het krijgsmachtdeel.

§ 2. De officier-secretaris beschikt niet over een beraadslagende stem.

§ 3. De besluiten van het comité worden langs de chef van de generale staf medegedeeld aan de Minister van Landsverdediging.

§ 4. De lijst van de onderofficieren die toegelaten worden tot het verrichten van vrijwillige encadreringsprestaties wordt in het bulletin van het personeel gepubliceerd.

Art. 44. Het selectiecomité zal voor de beroeps- en de aanvullingsonderofficieren samengeroepen worden zodanig dat bij het begin van het eerste trimester dat volgt op de datum waarop de aanvragen worden afgesloten de toelating kan gegeven worden tot het vervullen van vrijwillige encadreringsprestaties.

Art. 45. Wordt een dienstneming of een wederdienstneming geweigerd, na het onderzoek van de kandidatuur door het selectiecomité, dan wordt de beslissing van de Minister van Landsverdediging ter kennis gebracht van de kandidaat binnen de dertig dagen na de bijeenkomst van het comité.

Section 3. — Le grade

Art. 46. Les modalités de retrait du grade sont celles déterminées à l'article 14 de la loi du 27 décembre 1961.

Section 4. — La position

Art. 47. Le Ministre de la Défense nationale réforme le sous-officier en prestation volontaire d'encadrement qui, suite à la décision de la commission militaire d'aptitude et de réforme ou de cette commission en appel, est définitivement inapte de continuer à servir.

Art. 48. § 1^{er}. Le sous-officier de carrière ou de complément qui est admis à effectuer des prestations volontaires d'encadrement ne peut prétendre au congé préalable à la mise à la pension pour ancienneté de service.

§ 2. Toutefois, les sous-officiers de réserve issus des cadres de carrière ou de complément peuvent bénéficier, en fin de prestation volontaire d'encadrement, des congés visés au § 1^{er} dans les mêmes conditions que les sous-officiers de carrière ou de complément.

§ 3. Les dispositions du § 2 ne s'appliquent pas aux sous-officiers de réserve qui tombent sous l'application des articles 47, 49 et 50 du présent arrêté ou qui cessent d'appartenir au cadre de réserve en vertu de l'article 39, 1^o de la loi du 18 février 1987.

Art. 49. § 1^{er}. Si sa conduite ou sa manière de servir ne donne pas satisfaction, le sous-officier effectuant des prestations volontaires d'encadrement peut être mis à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, en congé illimité ou en congé définitif, selon qu'il a encore des obligations militaires ou non.

§ 2. La mesure est prononcée par le Ministre de la Défense nationale, sur proposition ou après consultation des chefs hiérarchiques.

Les avis de ces derniers sont visés par l'intéressé, qui peut y joindre un mémoire.

Art. 50. A la demande du sous-officier intéressé, le Ministre de la Défense nationale peut résilier l'engagement ou le rengagement en cours, moyennant un préavis de trois mois prenant cours à l'expiration du mois durant lequel la demande du sous-officier a été introduite.

Section 5. — L'avancement

Art. 51. A l'issue des prestations volontaires d'encadrement, le sous-officier reprend ses droits à l'avancement dans le cadre de réserve pour autant qu'il n'ait pas atteint, à ce moment, la limite d'âge fixée pour les sous-officiers de ce cadre.

Art. 52. Les prestations volontaires d'encadrement sont prises en compte pour l'avancement dans le cadre de réserve.

Section 6. — Fin des prestations.

Art. 53. Il est mis fin de plein droit à l'engagement ou au rengagement du sous-officier admis à effectuer des prestations volontaires d'encadrement :

1^o s'il tombe sous l'application de l'article 39, 1^o et 2^o de la loi du 18 février 1987;

2^o s'il est mis en congé illimité ou en congé définitif en application de l'article 49 du présent arrêté;

3^o s'il est réformé pour cause d'inaptitude physique définitive en application de l'article 47 du présent arrêté.

CHAPITRE XII. — Dispositions modificatives

Art. 54. Dans l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 1977 relatif au statut du personnel militaire du cadre temporaire des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, modifié par les arrêtés royaux des 13 octobre 1978 et 22 août 1987, il est inséré un § 1^{er}ter, rédigé comme suit :

« § 1^{er}ter. Le sergent de réserve qui a été admis à effectuer des prestations volontaires d'encadrement visées à l'article 11, § 2 de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, et qui, au cours de ses prestations volontaires d'encadrement, a réussi les épreuves de recrutement de candidat sous-officier temporaire, est classé immédiatement après les candidats dispensés des épreuves de recrutement.

Les candidats sous-officiers temporaires ayant accompli des prestations sont classés entre-eux par ordre d'ancienneté.

Les prestations volontaires d'encadrement prennent fin le jour de l'agrément en qualité de candidat sous-officier temporaire. »

Afdeling 3. — De graad

Art. 46. De modaliteiten voor de ontkenning van de graad zijn deze bepaald in artikel 14 van de wet van 27 december 1961.

Afdeling 4. — De stand

Art. 47. De Minister van Landsverdediging stelt de onderofficier in vrijwillige encadreringsprestatie op reform die, volgens de beslissing van de militaire commissie voor geschiktheid en reform of van deze commissie in beroep, definitief ongeschikt verklaard is om verder te dienen.

Art. 48. § 1. De beroeps- of aanvullingsonderofficier die toegelaten wordt tot het verrichten van vrijwillige encadreringsprestaties kan geen aanspraak maken op het verlof dat voorafgaat aan zijn openstelling wegens dienstancienniteit.

§ 2. Op het einde van de vrijwillige encadreringsprestaties kunnen de reserveonderofficieren, gesproken uit het beroeps- of aanvullingskader echter van de in § 1 beoogde verloven genieten, onder dezelfde voorwaarden als de beroeps- of aanvullingsonderofficieren.

§ 3. De bepalingen van § 2 zijn niet toepasselijk op de reserveonderofficieren die onder de toepassing vallen van de artikelen 47, 49 en 50 van dit besluit of die, krachtens artikel 39, 1^o van de wet van 18 februari 1987, niet langer tot het reservekader behoren.

Art. 49. § 1. De onderofficier die vrijwillige encadreringsprestaties verricht kan, te allen tijde, met een maand opzegging met onbepaald of definitief verlof worden gesteld, naargelang hij al dan niet nog militaire verplichtingen heeft, indien zijn gedrag of zijn wijze van dienen geen voldoening schenkt.

§ 2. De maatregel wordt getroffen door de Minister van Landsverdediging op voorstel of na raadpleging van de hiërarchische meedieren.

De adviezen van deze laatsten worden gevisceerd door de belanghebbende, die er een verweerschrift mag aan toevoegen.

Art. 50. Op verzoek van de belanghebbende onderofficier kan de Minister van Landsverdediging de lopende dienstneming of wederdienstneming beëindigen met een opzeggingstermijn van drie maanden, ingaande na het einde van de maand waarin de onderofficier zijn verzoek heeft ingediend.

Afdeling 5. — De bevordering

Art. 51. Na afloop van de vrijwillige encadreringsprestaties herneemt de onderofficier zijn rechten op bevordering in het reservekader, voor zover hij op dat tijdstip de leeftijdsgrens voor de onderofficieren van dat kader niet bereikt heeft.

Art. 52. De vrijwillige encadreringsprestaties komen in aanmerking voor de bevordering in het reservekader.

Afdeling 6. — Einde van de prestaties

Art. 53. De dienstneming of de wederdienstneming van de onderofficier die toegelaten is tot het verrichten van vrijwillige encadreringsprestaties wordt van rechtswege beëindigd :

1^o indien artikel 39, 1^o en 2^o van de wet van 18 februari 1987 op hem van toepassing is;

2^o indien hij met onbepaald of definitief verlof gesteld wordt met toepassing van artikel 49 van dit besluit;

3^o indien hij met toepassing van artikel 47 van dit besluit gereformeerd wordt wegens definitieve lichamelijke ongeschiktheid.

HOOFDSTUK XII. — Wijzigingsbepalingen

Art. 54. In artikel 7 van het koninklijk besluit van 24 september 1977 betreffende het statuut van het militair personeel van het tijdelijk kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 13 oktober 1978 en 22 augustus 1987, wordt een § 1^{er}ter ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1^{er}ter. De reservesergeant die toegelaten werd tot het verrichten van vrijwillige encadreringsprestaties zoals bepaald in artikel 11, § 2 van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, en die in de loop van zijn vrijwillige encadreringsprestaties geslaagd is in de proeven van het wervingsexamen voor kandidaat-tijdelijke onderofficieren wordt gerangschikt onmiddellijk achter de kandidaten die vrijgesteld werden van de wervingsproeven.

De kandidaat-tijdelijke onderofficieren die encadreringsprestaties verricht hebben worden onderling gerangschikt volgens hun ancienniteit.

De vrijwillige encadreringsprestaties eindigen de dag van de aanvaarding in de hoedanigheid van kandidaat-tijdelijke onderofficier. »

Art. 55. Dans l'article 3, § 1^{er}, 7^o de l'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et aux rengagements volontaires en temps de paix, les mots « ou sous-officier de réserve » sont insérés entre les mots « officier de réserve » et « ou militaire des cadres de carrière ».

CHAPITRE XIII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 56. § 1^{er}. Sont repris d'office dans le cadre des sous-officiers de réserve :

1^o les sous-officiers de réserve issus des miliciens qui ont encore des obligations militaires à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2^o les sous-officiers masculins issus du cadre temporaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical ou du cadre auxiliaire de la force aérienne qui n'ont pas encore atteint la limite d'âge fixée à l'article 30 du présent arrêté.

§ 2. Peuvent être admis dans le cadre des sous-officiers de réserve, à condition qu'ils aient introduit une demande et qu'ils n'aient pas encore atteint la limite d'âge fixée à l'article 30 du présent arrêté :

1^o les sous-officiers de carrière et de complément dont la démission de l'emploi a été acceptée ou qui sont mis à la pension;

2^o les sous-officiers féminins issus du cadre temporaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical ou du cadre auxiliaire de la force aérienne.

Art. 57. § 1^{er}. Si le Ministre de la Défense nationale estime que les circonstances exceptionnelles justifiant l'appel aux prestations volontaires d'encadrement sont déjà présentes, il peut, sur la proposition motivée du chef d'état-major général, par dérogation à l'article 37, ouvrir immédiatement après la publication du présent arrêté le nombre de places qui correspond aux besoins d'encadrement qui ne sont pas couverts jusqu'au 30 juin 1988.

§ 2. A cette fin, il peut être statué par le comité de sélection, dans un délai de deux mois qui suit la publication du présent arrêté, sur les demandes initiales introduites par les sous-officiers de carrière et de complément qui seront admis à la pension avant la 1^{re} juillet 1988, ainsi que par les candidats sous-officiers de réserve qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, se trouvent au dernier jour du quatrième mois qui précède le mois où expire le service actif ou la prestation en cours.

§ 3. Par dérogation à l'article 48, § 1^{er} du présent arrêté, les sous-officiers en congé préalable à la pension à la date de la publication du présent arrêté seront rappelés en service le lendemain de l'agrément de leur candidature.

Art. 58. § 1^{er}. Les dispositions des articles 31 à 53 du présent arrêté sont suspendues lorsque l'armée est mobilisée.

§ 2. En temps de guerre ou de mobilisation les règles prescrites par les articles 1^{er} § 2, 9, 10 § 2 et 30 ne sont pas obligatoires.

Art. 59. Entrent en vigueur à la date à laquelle le présent arrêté produit ses effets, dans la loi du 18 février 1987 relatif au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, les articles 1^{er} à 47, les articles 49 et 50, les articles 52 à 57, les articles 59 à 61 et les articles 63 à 69.

Art. 60. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du septième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*, sauf les articles 31 à 53 ainsi que l'article 58, qui entrent en vigueur le jour de la publication de cet arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 61. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
F.-X. de DONNEA

Art. 55. In artikel 3, § 1, 7^o van het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemeningen en wederdienstnemeningen in vreedetijd wordt het woord « reserveofficier » vervangen door de woorden « reserveofficier of -onderofficier ».

HOOFDSTUK XIII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 56. § 1. Worden van ambtswege opgenomen in het kader van de reserveonderofficieren :

1^o de reserveonderofficieren gesproken uit de dienstplichtigen die op de datum van de inwerkingtreding van onderhavig besluit nog militaire verplichtingen hebben;

2^o de mannelijke onderofficieren komende uit het tijdelijk kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en de medische dienst of uit het hulpkader van de luchtmacht die de leeftijdsgrens bepaald bij artikel 30 van onderhavig besluit nog niet bereikt hebben.

§ 2. Kunnen toegelaten worden tot het kader van de reserveonderofficieren op voorwaarde dat zij hiertoe een aanvraag ingediend hebben en mits zij de leeftijdsgrens bepaald bij artikel 30 van onderhavig besluit nog niet bereikt hebben :

1^o de beroeps- en aanvullingsonderofficieren wier ontslag uit het ambt aanvaard werd of die op pensioen gesteld werden;

2^o de vrouwelijke onderofficieren komende uit het tijdelijke kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en de medische dienst of uit het hulpkader van de luchtmacht.

Art. 57. § 1. Indien de Minister van Landsverdediging oordeelt dat de uitzonderlijke omstandigheden die een beroep op de vrijwillige encadreringsprestaties wettigen reeds aanwezig zijn, kan hij, op gemotiveerd voorstel van de chef van de generale staf, in afwijking van artikel 37, onmiddellijk na de bekendmaking van dit besluit het aantal plaatsen openstellen dat overeenstemt met de encadreringsbehoefte die tot 30 juni 1988 niet zijn gedekt.

§ 2. Te dien einde kan er dan binnen een termijn van twee maanden volgend op de publicatie van dit besluit door het selectiecomité uitspraak gedaan worden over de initiële aanvragen ingediend door de beroeps- en aanvullingsonderofficieren die op pensioen gesteld worden voor 1 juli 1988, alsook door de kandidaat-reserveonderofficieren die zich uiterlijk op de dag van het in werking treden van dit besluit bevinden op de laatste dag van de vierde maand voor die waarin de actieve dienst of de lopende prestatie eindigt.

§ 3. In afwijking van artikel 48, § 1 van dit besluit, zullen de onderofficieren die in verlof voorafgaandelijk aan hun oppensioenstelling zijn op de datum van de publicatie van dit besluit, weder in dienst opgeroepen worden op de dag volgend op deze waarop hun kandidatuur goedgekeurd werd.

Art. 58. § 1. De bepalingen van de artikelen 31 tot 53 van dit besluit worden geschorst wanneer het leger gemobiliseerd is.

§ 2. In tijd van oorlog of van mobilisatie zijn de bij artikelen 1 § 2, 9, 10 § 2 en 30 voorgeschreven regels niet verplichtend.

Art. 59. Op de datum van het in werking treden van dit besluit worden in werking gesteld in de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reserviekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, de artikelen 1 tot 47, de artikelen 49 en 50, de artikelen 52 tot 57, de artikelen 59 tot 61 en de artikelen 63 tot 69.

Art. 60. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de zevende maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt; met uitzondering van de artikelen 31 tot 53 evenals van artikel 58 die in werking treden de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 61. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Gegeven te Brussel, 10 december 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
F.-X. de DONNEA